

Bilan libéral en matière d'environnement : les conservateurs brouillent les cartes

Le gouvernement Harper diffuse des informations erronées sur le bilan libéral en matière d'environnement. Il est temps de donner l'heure juste à cet égard.

Mythe

Les libéraux ont signé le Protocole de Kyoto et ont passé dix ans à ne rien faire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ou pour protéger l'environnement au Canada.

Réalité

Le Canada a formellement ratifié le Protocole de Kyoto le **17 décembre 2002**. Depuis, les gouvernements libéraux ont pris bon nombre de mesures pour atteindre les objectifs fixés aux termes du Protocole de Kyoto.

- Même avant que le Canada ne signe le Protocole de Kyoto, le gouvernement libéral s'attaquait au problème des changements climatiques. Le **budget de 2000** consacrait 625 millions de dollars aux programmes visant à accélérer la recherche scientifique sur les changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada. En 2000, le gouvernement libéral a annoncé son plan d'action quinquennal, doté de quelque 500 millions de dollars, en faveur de mesures concrètes pour réduire de 65 mégatonnes par année les rejets de gaz à effet de serre.
- En 2002, le gouvernement libéral a présenté la première stratégie de lutte contre les changements climatiques, qui cristallisait les principes proposés par les ministres canadiens de l'Environnement et de l'Énergie et donnait suite aux principales préoccupations du secteur industriel et commercial.
- Le budget de 2003 prévoyait un nouveau financement de 3 milliards de dollars en faveur des priorités environnementales, dont **2 milliards de dollars** sur cinq ans en nouveaux crédits pour la lutte contre les changements climatiques afin de permettre au gouvernement de mettre en œuvre le Plan du Canada sur les changements climatiques.
- Le budget de 2004 réservait **15 millions de dollars sur deux ans pour l'élaboration de meilleurs indicateurs environnementaux** sur la qualité de l'air, sur l'eau et sur les émissions de gaz à effet de serre et pour la présentation de comptes rendus sur ces questions. En mars 2004, au Canada, il est devenu obligatoire pour les grands émetteurs finaux de déclarer leurs émissions de gaz à effet de serre.
- Le budget de 2005 était **le budget le plus vert de toute l'histoire canadienne**. Il combinait des politiques économiques intelligentes et des politiques environnementales intelligentes. Ce budget présentait de nouveaux mécanismes de marché, de nouvelles mesures fiscales et de nouveaux incitatifs pour les entreprises afin d'impulser l'innovation au Canada et de rendre l'économie durable sur le plan de l'environnement.

- Le budget de 2005 consacrait des crédits à des initiatives visant à dépolluer l'environnement, à **protéger la faune et les habitats naturels**, à embellir nos parcs nationaux et à **préservier nos ressources**. Le budget de 2005 favorisait également l'élaboration de technologies environnementales et le recours à des pratiques et à des technologies plus « vertes », comme les **énergies renouvelables**.
- Le budget de 2005 prévoyait également le transfert aux municipalités de 5 milliards de dollars provenant des recettes de la taxe sur l'essence, en plus des 800 millions de dollars assurés par la loi C-48 au titre des projets d'infrastructure respectueux de l'environnement.
- En avril 2005, Stéphane Dion a lancé le **Projet vert**, un programme innovateur en faveur d'un environnement non pollué et d'une économie compétitive. Ce plan mettait à profit le pouvoir du marché pour intégrer les préoccupations concernant les changements climatiques aux décisions quotidiennes des Canadiens. Le Projet vert prévoyait des objectifs fermes, secteur par secteur, et un plan définissant les moyens pour le gouvernement de les atteindre. Il a également protégé notre santé en réduisant les émissions de polluants responsables du smog, en verdissant nos localités, en protégeant les espaces sauvages et en impulsant notre compétitivité économique.
- Grâce à l'esprit d'initiative de Stéphane Dion lors de la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, en 2005, la communauté internationale a mis un terme à cinq ans d'impasse absolue et a finalement convenu du **Plan d'action de Montréal**, qui vise à faciliter la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. Cette entente engageait les parties à tenir des débats sur les stratégies mondiales à long terme de lutte contre les changements climatiques et s'est révélée être une grande réussite en logeant tous les pays à la même enseigne.

Mythe

Les conservateurs ont eu une révélation et sont maintenant prêts à s'engager à protéger l'environnement.

Réalité

- La conversion récente du gouvernement de Stephen Harper n'est due qu'à leur cote de popularité en baisse.
- Le Premier ministre **ne croit pas au réchauffement planétaire**. Pendant la campagne électorale de 2004, Stephen Harper a activement milité contre le Protocole de Kyoto. En tant que président de la National Citizens' Coalition, M. Harper a autorisé la diffusion de publicités diffamatoires contre le gouvernement libéral pour **tenter d'empêcher la ratification du Protocole de Kyoto**.
- Immédiatement après son arrivée au pouvoir, M. Harper a **supprimé ou gelé toutes les mesures et initiatives fédérales** comprises dans le plan de lutte contre les changements climatiques qui était en vigueur. M. Harper a aboli le programme ÉnerGuide, suspendu des initiatives en faveur des énergies renouvelables telles que l'énergie éolienne, et a même jeté aux oubliettes un plan national de réglementation des émissions de gaz à effet de serre par les grands émetteurs finaux. Ce même plan aurait également créé un marché de droits d'émission de carbone au Canada.

- En mai dernier, lors de la conférence des Nations unies sur le réchauffement planétaire à Bonn, la divulgation de documents secrets a montré que **les conservateurs avaient demandé aux représentants canadiens de saboter délibérément le Protocole de Kyoto existant** et de ralentir tout progrès sur les objectifs pour l'après-2012. Au lieu de cela, le gouvernement conservateur a privilégié la position du gouvernement Bush, qui préconise que chacun fixe ses propres objectifs non contraignants.

Mythe

Lorsque le gouvernement libéral a quitté le pouvoir, le Canada était bon dernier au monde en matière de bilan environnemental.

Réalité

- Si l'on prend en compte des données comparables, la pollution au Canada avait diminué de 13 % en 2002 par rapport à 1998.
- Les émissions d'oxydes de soufre, qui provoquent les pluies acides et la pollution atmosphérique urbaine, ont diminué de 50 %.
- Les rejets de substances toxiques, telles que le plomb, le mercure, le cadmium, les dioxines et les furanes, ont diminué de 65 à 75 % entre 1990 et 2003.
- Dans le secteur chimique, la production annuelle de substances toxiques a diminué des deux tiers depuis 1992, passant de 3 400 tonnes à 1 100 tonnes.
- Depuis les années 70, le Canada a réduit ses rejets de mercure de 90 %, et l'on s'attend à ce que cette baisse continue.
- Selon des documents fédéraux internes, si les conservateurs n'avaient pas annulé le Projet vert, **le Canada aurait atteint 80 % de ses objectifs au titre du Protocole de Kyoto, et ce, deux ans avant la date butoir.**